



## COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 31.1.2024  
C(2024) 740 final

Alexander Schallenberg  
Ministre fédéral des Affaires européennes  
et internationales  
Ministère fédéral des Affaires  
européennes et internationales  
Minoritenplatz 8  
1010 Vienne

**Objet:           Notification 2023/615/AT**

**Lignes directrices d'AgrarMarkt Austria (AMA) sur le sceau de  
qualité – Élevage bovin, version 2024**

**Émission d'observations en application de l'article 5, paragraphe 2,  
de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015**

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 <sup>(1)</sup>, les autorités autrichiennes ont notifié à la Commission, le 2 novembre 2023, les «**Lignes directrices d'AgrarMarkt Austria (AMA) sur le sceau de qualité – Élevage bovin, version 2024**» (ci-après le «projet notifié»). Conformément au message de notification, le projet notifié introduit un module volontaire comportant des exigences plus élevées en matière d'élevage. Le module définit des exigences supplémentaires en matière d'élevage et d'alimentation dans l'exploitation, et prévoit la participation obligatoire à un service de santé animale et à un programme renforcé de surveillance de la santé animale. Les produits laitiers provenant d'exploitations participant au module «*Élevage plus*» portent la mention «*Label de qualité AMA "Élevage Plus"*». Les produits laitiers provenant d'exploitations qui participent au module «Élevage Plus» et qui élèvent des

---

<sup>1</sup>) Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (JO L 241 du 17.9.2015, p. 1).

vaches dans des étables à stabulation libre dont la température est la même qu'à l'extérieur sont étiquetés *«Label de qualité AMA pour l'élevage plus avec température extérieure»*.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à formuler les observations suivantes:

La Commission note que le projet notifié établit des exigences en vue de l'obtention du label de qualité AMA pour les produits. Dans ce contexte, la Commission souhaite souligner qu'une étiquette de qualité doit spécifier les exigences relatives aux caractéristiques du produit qui vont au-delà des normes et qui confèrent une qualité supérieure aux produits par rapport à des produits similaires.

L'apposition d'une étiquette de qualité sur des produits ou denrées alimentaires ne répondant pas à des exigences supérieures induirait le consommateur en erreur, en suggérant une qualité en apparence supérieure, alors que des produits ou denrées alimentaires similaires sont en réalité de la même qualité (voir l'arrêt rendu dans l'affaire 13/78 Eggers, ECLI:EU:C:1978:182, points 24 et 25; réitéré dans l'arrêt rendu dans l'affaire C-325/00, Commission des Communautés européennes contre la République fédérale d'Allemagne, ECLI:UE:C:2002:633, point 24).

À cet égard, il convient de noter que, conformément à l'article 7, paragraphe 1, point c), du règlement (UE) n° 1169/2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires <sup>(2)</sup>, «les informations sur les denrées alimentaires n'induisent pas en erreur, notamment [...] en suggérant que la denrée possède des caractéristiques particulières, alors que toutes les denrées alimentaires similaires possèdent ces mêmes caractéristiques».

En particulier, la Commission souhaite attirer l'attention des autorités autrichiennes sur le chapitre A, point 4.2, du projet notifié, selon lequel *«[s]eul le soja issu d'une production certifiée "zéro déforestation" peut être utilisé dans le cadre du programme du label qualité AMA. L'utilisation d'aliments pour animaux "zéro déforestation" est garantie lors de l'achat d'aliments étiquetés avec le label de qualité "pastus + AMA". Seul le soja "zéro déforestation" peut être utilisé dans les aliments pour animaux étiquetés avec le label de qualité "pastus + AMA".»*

La Commission rappelle aux autorités autrichiennes que, le 30 décembre 2024, le règlement (UE) 2023/1115 relatif aux produits associés à la déforestation <sup>(3)</sup> entrera en

---

<sup>2</sup>) Règlement (UE) n° 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, modifiant les règlements (CE) n° 1924/2006 et (CE) n° 1925/2006 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 87/250/CEE de la Commission, la directive 90/496/CEE du Conseil, la directive 1999/10/CE de la Commission, la directive 2000/13/CE du Parlement européen et du Conseil, les directives 2002/67/CE et 2008/5/CE de la Commission et le règlement (CE) n° 608/2004 de la Commission (JO L 304 du 22.11.2011, p. 18).

<sup>3</sup>) Règlement (UE) 2023/1115 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union et à l'exportation à partir de l'Union de certains produits de base et

vigueur, rendant obligatoire l'utilisation du soja «zéro déforestation» dans les aliments pour animaux conformément à l'article 3 et à l'article 38, paragraphe 2.

À la lumière de l'article 7, paragraphe 1, point c), du règlement (UE) n° 1169/2011, la Commission invite les autorités autrichiennes à supprimer la référence relative à l'utilisation du soja issu d'une production certifiée «zéro déforestation» des lignes directrices à compter du 30 décembre 2024, étant donné que cette exigence sera harmonisée et deviendra obligatoire au niveau de l'UE. L'apposition du label de qualité AMA sur les produits sur la base de cette exigence induirait donc le consommateur en erreur.

La Commission invite les autorités autrichiennes à prendre en considération les observations ci-dessus.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il est communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Commission

Kerstin JORNA

Direction générale du marché  
intérieur, de l'industrie, de  
l'entrepreneuriat et des PME

---

produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts, et abrogeant le règlement (UE) n° 995/2010 (JO L 150 du 9.6.2023, p. 206).